



CCI FRANCE  
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

# L'ÉCO

## de la semaine

---

17 Août au 23 Août 2024

# SOMMAIRE

Télécommunication - Fin de Blueline TV .....	2
Protection contre les inondations - Toutes les plaintes des riverains traitées .....	2
Présidence de la BAD : Madagascar dans le comité de recrutement .....	3
« Rodorodon'ny Tantsaha » : Pour valoriser la production des ménages ruraux .....	3
Importation – plus de 4 600 véhicules neufs mis à la consommation en 2023 .....	4
Métaux précieux - La demande en or bondit.....	4
Hôtellerie de luxe - le cinq étoiles d'ivato à remettre aux normes .....	5
Fondation Tany Meva : Financement des projets communautaires .....	5
Développement : Formation des femmes vulnérables dans les six arrondissements.....	5
Miary digital : 43 startups reçoivent chacun 15.000 dollars.....	6
Bourses universitaires : 30 milliards d'ariary d'économie grâce à la digitalisation .....	6
Huawei : Trois étudiants malgaches récompensés à l'ICT Compétition 2023 – 2024.....	7
Alaotra Mangoro : Une usine produira 5 000 tonnes d'engrais organiques .....	7
Migration professionnelle : Facilitation des procédures administratives.....	8
Commerce extérieur - Exportation record de vanille .....	8
Importation - Des mesures d'envergure pour la protection des producteurs .....	9
Madagascar – Banque Mondiale : Une performance satisfaisante pour le portefeuille de projets .....	10
Persistance de l'inflation : l'Indice des prix à la consommation en hausse .....	11
Coopération - Les entreprises japonaises à la recherche de partenariats .....	11
Environnement des affaires - Rencontres régulières entre le FMI et le GEM .....	12
Dynamisation du secteur privé : Un partenariat stratégique entre le PNUD et le MIC.....	12
Gem – Jetro : Evaluer le climat des affaires à Madagascar .....	13
Fonds de développement agricole : encourager les pratiques agroécologiques .....	13
Foires et salons : Forello Expo cède ses événements 4 étoiles à Madavision .....	13
Réseau mobile - Disparité du taux de couverture de la 4G.....	14
Convention de Nairobi - La protection des biodiversités marines mise en avant .....	14
Ministère de l'Économie et des Finances : Plusieurs chantiers importants en vue .....	15
Ambararata – Manja : 360 ha irrigués grâce à trois points de forage .....	16
Huiles essentielles : Madagascar ne fournit que 1,3% des besoins mondiaux.....	16
Employabilité des jeunes : ouverture d'un QG à Anosizato.....	17

## Télécommunication - Fin de Blueline TV

VALISOA ANDRIANIRINA | 17 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Depuis le début du mois d'août, les programmations sur la chaîne de télévision Blueline ont subi des changements. Il s'agit de la fin de la chaîne TV. D'après les informations relayées sur Blueline, la diffusion sur le décodeur de la

chaîne TV Blueline a pris fin définitivement depuis ce jeudi 15 août. Désormais, les clients suivront leurs programmes télévisés via une application mobile, affirme la responsable clientèle jointe au téléphone.

## Protection contre les inondations - Toutes les plaintes des riverains traitées

17 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour les projets financés par la Banque Mondiale, à l'image de PRODUIR (Projet de développement urbain intégré du Grand Antananarivo), le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP) est un rouage essentiel. « Le système permet de recueillir, de régler et de traiter les préoccupations et plaintes des parties prenantes du projet et aussi d'exploiter la rétro-information provenant de ces dernières pour améliorer ses interventions », nous partage Herisoa Razafiarimalala, assistante en charge de la mise en œuvre du MGP au sein de PRODUIR. Pour le projet qui négocie aujourd'hui la dernière ligne droite, l'opérationnalisation du MGP favorise la participation des bénéficiaires et des parties prenantes.



De 2018 au mois de juillet 2024, mille sept cent cinquante-huit plaintes ont été reçues. Elles portent notamment sur les différents sites des travaux de renforcement contre les inondations des quartiers précaires : le site d'Iarinarivo, l'enquête commodo et incommodo effectuée, les sites des digues de l'Ikopa de la Sisaony, etc. Dans le cycle de vie d'un projet, les plaintes sont normales et habituelles mais y répondre est un défi de taille. « Il s'agit de renforcer la transparence : les préoccupations des parties prenantes doivent être prises en compte de manière transparente. Mais il est aussi essentiel d'encourager les bénéficiaires et les acteurs à formuler leurs doléances et à demander des informations sur la mise en œuvre du projet en toute

transparence », continue notre interlocutrice. Aujourd'hui, plus de 99% des plaintes ont été traitées. PRODUIR a commencé à recevoir et à traiter des plaintes depuis octobre 2018. Le manuel de gestion des plaintes a été validé en novembre 2019. Les bénéficiaires peuvent déposer les plaintes par divers moyens : mail, page Facebook, boîtes à doléances, numéro vert...



Pour avoir une vision rétrospective du mécanisme et afin de se projeter sur les derniers mois du projet, PRODUIR a partagé lors d'un atelier avec les acteurs et les parties prenantes les éléments clés. « Nous avons également établi des stratégies pour clôturer les plaintes en cours. Pour le projet, toutes les plaintes et toutes les doléances doivent être clôturées et satisfaites dans la mesure du possible », continue l'assistante en charge de la mise en œuvre du MGP au sein de PRODUIR. Les responsables de la gestion des plaintes se situent à différents niveaux. Au niveau des fokontany, les points focaux environnementaux et sociaux et les chefs fokontany. Au niveau des arrondissements et des communes : les comités de règlement des litiges (CRL) mais aussi au niveau des autres parties prenantes du projet. Trois niveaux de traitement sont établis pour traiter les plaintes : le traitement à l'amiable, le traitement au niveau des CRL et, en dernier recours, le traitement au niveau du tribunal. Depuis le début de cette année, le projet a reçu cent cinquante plaintes. « Le projet ainsi que les parties prenantes s'efforcent de proposer et de proposer des solutions efficaces par rapport aux plaintes reçues », rassure Herisoa Razafiarimalala.

## Présidence de la BAD : Madagascar dans le comité de recrutement

R.EDMOND | 17 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La course à la succession du Nigérian Akinwumi Adesina à la tête de la Banque Africaine de Développement est lancée.

En tant que pays membre, Madagascar figure dans le Comité de recrutement en vue de l'élection qui aura probablement lieu en mai 2025.



### Mai 2025

Le statut de la BAD stipule en effet que l'élection du nouveau président a lieu au cours de l'Assemblée annuelle la plus proche de la fin du mandat du président sortant. Comme

le président en exercice Akinwumi Adesina est entré en fonction le 1<sup>er</sup> septembre 2020, après sa réélection le 27 août 2020 pour un deuxième mandat, son mandat prendra fin le 31 août 2025. Par conséquent, l'élection du nouveau président aura lieu lors de l'Assemblée annuelle 2025, plus précisément le 29 mai 2025 à Abidjan. Mais le processus est déjà lancé puisque le comité de recrutement est déjà à pied d'œuvre et a réalisé avant-hier les interviews des candidats en lice.

### Interviews

Pour Madagascar, c'est la ministre de l'Économie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison qui a participé aux interviews en ligne des candidats. Faut-il en effet préciser que le président de la BAD est élu par le Conseil des gouverneurs, lequel est constitué des représentants des 81 pays membres, qui sont habituellement les ministres en charge des Finances ou des gouverneurs de banques centrales, ou de leurs suppléants dûment désignés. Parmi les prétendants à la présidence de la BAD, figure entre autres la Sud-africaine Swazi Tshabalala actuelle vice-présidente. Il y a également l'Angolais Armando Manuel, ou encore l'économiste international Samuel Munzele Maimbo, la Tanzanienne Frannie Léautier, le Mozambicain Mateus Magala. On rappelle concernant toujours les relations de Madagascar avec la BAD que le pays accueillera le 19 septembre prochain, l'Assemblée Générale d'Africa 50, la plateforme de la BAD destinée au financement des infrastructures.

## « Rodorodon'ny Tantsaha » : Pour valoriser la production des ménages ruraux

NAVALONA R. | 17 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La 2<sup>e</sup> édition du Tsenabe intitulé « Rodorodon'ny Tantsaha » se tient au Jardin d'Antaninarenina jusqu'à ce jour. Cet événement est organisé par le Foyer des Paysans dans le but de valoriser la production des ménages ruraux provenant des différentes régions. Près de 90 stands y sont ainsi mis en place pour promouvoir les produits dérivés du secteur de l'agriculture et de l'élevage ainsi que leurs produits transformés. Les fruits et légumes bio y sont entre autres à l'honneur. Des animaux d'élevage comme les lapins ont également attiré les visiteurs. Une coopérative en provenance de Manakara dans la région Fitovinany expose du miel dans le cadre de cet événement. Elle a bénéficié d'une unité de transformation remise par l'Etat. Ce qui lui permettra de produire 600 litres de miel par jour. La participation des petits exploitants agricoles familiaux à ce genre d'événement facilitera ainsi la recherche de débouchés pour leurs produits agricoles. Des échanges d'expériences entre les différents acteurs ne sont pas en reste. « Nous soutenons l'événement qui contribue à appuyer les acteurs du monde rural », a évoqué Suzelin Ratohiarijaona, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, à cette occasion.



# Importation – plus de 4 600 véhicules neufs mis à la consommation en 2023

17 AOÛT 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 17 août, 11h40 – Il y avait eu 4 606 véhicules neufs mis à la consommation en 2023. Leur valeur CAF, c'est-à-dire leur prix à la frontière de Madagascar avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport, s'élevait à 481,2 milliards d'ariary. Ces chiffres sont ressortis de la compilation des données de tous les tableaux de bord (TBD) de la direction générale des Douanes (DGD) pour l'année dernière.

Selon ces rapports de la DGD, le plus grand nombre de véhicules neufs importés en 2023 était enregistré au second trimestre de cet exercice. Ils étaient durant cette période 1 325 à être mis à la consommation, pour une valeur CAF s'élevant à 136,5 milliards d'ariary. Pour les autres périodes, leur nombre était à 1 066 au premier trimestre, 1 208 au troisième trimestre et 1 007 véhicules neufs au quatrième trimestre de l'année dernière.

## Métaux précieux - La demande en or bondit

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 19 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**es cours de l'or ont progressé de 20% cette année. Chaque mois, des records historiques sont pulvérisés par le métal jaune. Depuis vendredi, l'or se vend désormais à plus de onze millions d'ariary l'once (31,10 grammes).

JAMAIS l'or ne s'est vendu aussi cher. Les cours du métal jaune frôlent des nouveaux records. Vendredi, le prix du gramme d'or est de 370 528 ariary. L'once (31,10 g) quant à elle, se vend à 11 524 700 ariary. Un nouveau record pour le prix de l'or sur les marchés boursiers, qui dépasse ainsi la barre symbolique des 2 500 dollars, avant de se stabiliser en fin de semaine. La demande en métal jaune ne cesse de croître, et ce, depuis la fin de l'année dernière. Depuis le mois de janvier, les cours ont grimpé de plus de 20%. Des chiffres qui pourraient donner le tournis. L'or pur, coté en bourse, n'est pas utilisé en bijouterie, certes, toutefois, ces prix influencent largement les prix de l'or sur les marchés intérieurs.

Certains signes, notamment dans le secteur immobilier aux États-Unis, ont fait se retrancher vers l'or les investisseurs et épargnants. « Dans un contexte de tension globale, de nombreux épargnants préfèrent placer leurs économies dans cette valeur dite « refuge » afin de mettre leur pécule à l'abri de toute dégringolade bancaire », rappelle la radio. Les mauvais signaux pour l'économie américaine et les craintes de récession ont encouragé cette tendance et les marchés ont accentué leurs prévisions de baisses de taux de la Réserve fédérale, peut-on lire dans Capital.

### Mise en garde

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient contribuent aussi à faire grimper les cours du métal jaune. Notamment avec la situation dans la bande de Gaza, qui concentre depuis la fin du mois de juillet de gargantuesques efforts diplomatiques pour obtenir un « cessez-le-feu ». Et puis, il y a également les tensions avec l'Iran qui ont monté d'un cran fin juillet. Cela augmente le risque d'escalade militaire dans cette région. Ainsi, l'or reste demandé en tant que valeur refuge. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a toutefois mis en garde.

« L'accroissement des flux des réserves de change générées par les exportations de l'or à des prix élevés peut provoquer une hausse de la demande de produits locaux conduisant à une augmentation de la masse monétaire nationale sans augmentation correspondante de la production, ce qui se traduit par des pressions inflationnistes », indique-t-on. La hausse des prix de l'or pourrait également encourager l'exploitation et l'exportation illégale du métal jaune. Bien que cela profite à tous les secteurs d'activité de l'économie.



Selon les analystes financiers et magazines économiques, plusieurs conjonctures ont dopé les prix de l'or. Il s'agit de la crainte « d'un ralentissement économique aux États-Unis et celle d'un embrasement militaire au Moyen-Orient ».

## Hôtellerie de luxe - le cinq étoiles d'Ivato à remettre aux normes

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 19 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

« La Grande Île se prépare à accueillir en août 2025 le 45<sup>e</sup> sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC. L'hôtel cinq étoiles d'Ivato, figure parmi les infrastructures hôtelières désignées pour abriter ces dirigeants lors de cet événement, mais une remise aux normes s'impose ». C'est ce qu'a déclaré le président de la République, Andry Rajoelina, lors d'une visite sur place vendredi. Il a dès lors affirmé avoir constaté « les lacunes dans la gestion de cet établissement auparavant ». Le chef de l'État a toutefois assuré que « l'établissement sera rénové dans les plus brefs délais afin qu'il puisse héberger les dirigeants des pays membres de la SADC d'ici à 2025 », souligne-t-il sur sa page Facebook.

Censé être le joyau du tourisme d'affaires de la Grande Île, l'hôtel international d'Ivato est resté en plan pendant des années. Érigé en 2008, l'hôtel devait héberger le 13<sup>e</sup> sommet de l'Union africaine en 2009, mais l'événement a finalement été déplacé à Syrte, en Libye. Cet établissement est actuellement géré par l'État, depuis 2021, après des années de blocage. L'État a récemment lancé un appel d'offres afin de trouver des partenaires pour exploiter cet établissement hôtelier, bâti sur une surface

de 27 000 mètres carrés. Le ministre du Tourisme, Joël Randriamandranto, a annoncé fin mai que plusieurs sociétés ont déjà manifesté leur intérêt pour gérer l'hôtel



international d'Ivato. « Il y a déjà eu beaucoup de sociétés et d'investisseurs qui ont répondu à l'appel d'offres que nous avons lancé. Certains se sont même déjà déplacés pour effectuer une visite des lieux », a-t-il annoncé lors d'une entrevue avec la presse au Centre de Conférence Internationale d'Ivato.

## Fondation Tany Meva : Financement des projets communautaires

NARINDRA RAKOTOBÉ | 19 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Dans le cadre de son 5<sup>e</sup> plan stratégique (2023-2027), la Fondation Tany Meva s'engage à financer des projets liés à la gestion durable des ressources naturelles en partenariat avec les communautés locales. Suite à l'appel à partenariats lancé en 2023, l'association Fanamby a été sélectionnée pour le paysage Hautes Terres Centrales et Madagascar National Parks pour le paysage Nord-Ouest. Ces partenaires d'appui travailleront de près avec

les Organisations locales communautaires pour assurer la gestion des projets, préparer l'autonomie des communautés et garantir la pérennité de leurs projets au terme du financement. Quatre projets communautaires autour de la zone protégée d'Ankarafantsika et trois autres projets communautaires autour de l'Aire Protégée Anjozorobe, bénéficieront ainsi des financements de Tany Meva pour une durée de 3 à 5 ans.

## Développement : Formation des femmes vulnérables dans les six arrondissements

NARINDRA RAKOTOBÉ | 19 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), avec l'appui d'Orange Solidarité et Women in Action a lancé une formation pour les femmes vulnérables. Dans un premier temps, elle compte 30 bénéficiaires dans chaque arrondissement de la capitale. Cette formation comporte trois modules : l'alphabétisation numérique, le développement personnel et l'entrepreneuriat and business. Elle se déroulera auprès de la Maison digitale au niveau de

chaque arrondissement. L'autonomisation financière de ces femmes en est le principal objectif. C'est dans ce sens qu'elles bénéficieront aussi d'une formation professionnelle qui sera axée sur la fabrication de savons. Elles seront encouragées à créer leurs propres activités génératrices de revenus pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles respectives.

## Miary digital : 43 startups reçoivent chacun 15.000 dollars

ARH. | 19 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Le programme Miary Digital, initiative phare du Projet de transformation économique pour une croissance inclusive (Pic 3), va allouer une subvention de 15 000 dollars chacune à 43 startups malgaches, pour mettre en œuvre leurs projets.

Ces jeunes entreprises, sélectionnées parmi 271 candidatures, ont bénéficié d'un accompagnement intensif dans les domaines de l'entrepreneuriat numérique, de l'élaboration de business plan, de la gestion de projet, des finances d'entreprise et du marketing.

Parmi eux, 13 sont issues de l'incubateur Orange Digital Center Madagascar, principal partenaire du programme Miary Digital aux côtés de NextA et Zafy Tody. Ce

programme placé sous l'égide du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), du ministère du Développement du numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT), ainsi que du ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC), vise à stimuler l'innovation numérique à Madagascar, un secteur identifié comme un levier de croissance économique important.

La première cohorte, concentrée dans la région Analamanga, se distingue par la diversité des projets soutenus, allant de l'Edtech à l'Agritech, en passant par le Fintech, le Gaming et l'e-commerce. Pour rappel, le « Numérique » est le nouveau secteur à fort potentiel économique soutenu par le Pic 3.

## Bourses universitaires : 30 milliards d'ariary d'économie grâce à la digitalisation

R.EDMOND | 20 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La digitalisation est un facteur d'économie d'argent. En matière de paiements des bourses universitaires par exemple, le processus de digitalisation engagé par l'Administration a permis de faire jusqu'ici, une économie de quasiment 30 milliards d'ariary.

paiement digitalisé e-poketra. « Le rôle de l'Etat est aussi d'éviter le gaspillage des fonds publics et la digitalisation est un des moyens efficaces pour y parvenir », a expliqué le ministre.

### Sanctions

Interrogé sur les tarifs Internet qui continuent de faire l'objet de commentaires, en raison du refus des opérateurs de baisser les prix, le ministre Tahina Razafindramalo d'expliquer que l'Autorité de Régulation des Technologies de Communication (ARTEC) est légalement habilitée à appliquer des sanctions en cas de persistance des opérateurs à ne pas appliquer les mesures convenues. Il a toutefois remarqué que ces tarifs sont aussi appelés à baisser automatiquement, en raison de la concurrence qui joue depuis la libéralisation du secteur. La preuve en est donnée par les avantages obtenus depuis l'entrée en lice d'un géant de l'Internet par satellite. Par ailleurs, l'obtention prochaine de la licence globale par Airtel Madagascar, le troisième opérateur Internet, va encore jouer en faveur de cette concurrence qui entrainera la baisse des prix.



### E-poketra

« La digitalisation permet de raccourcir considérablement le processus de paiement des bourses universitaires » a expliqué, hier le ministre du Développement numérique des Postes et des Télécommunications, Tahina Razafindramalo, en marge de la cérémonie de remise des prix aux lauréats de l'ICT Competition 2023 – 2024 au Novotel. Le système de paiement digitalisé, via les cartes e-poketra, rappelons-le, a été mis en place d'une manière inclusive entre différents ministères et les universités. Le système a le mérite de limiter les intermédiaires puisque, une fois bouclés par le ministère de l'Économie et des Finances, les dossiers passent directement à la Paositra Malagasy qui gère le

# Huawei : Trois étudiants malgaches récompensés à l'ICT Compétition 2023 – 2024

R.EDMOND | 20 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

**M**adagascar est une référence en matière de compétences numériques. Le ministre du Développement numérique, des Postes et des Télécommunications, Tahina Razafindramalo l'a réitéré, hier au Novotel, lors de la cérémonie de remise des prix aux trois étudiants malgaches, lauréats de la finale mondiale de l'ICT Competition 2023 – 2024.

L'équipe de Madagascar, composée de Naly Ny Ianja Rakotoarison, Kantohery Tsitohaina et Jean de Dieu Tsitohaimbita Randriamananjara ont, en effet, décroché le second prix lors de cette finale qui s'est tenue du 22 au 25 mai 2024 à Shenzhen, en Chine.



## Bien méritée

Accompagnés de leur enseignant, Tianandrasana Roméo Rajaonarison, ces férus de l'informatique ont remporté un prix de 12 000 RMB, soit 7 800 000 ariary ainsi qu'une opportunité d'embauche au sein de Huawei Madagascar. Une récompense bien méritée pour ces excellents étudiants qui ont bénéficié d'une formation de grande

qualité dispensée par les Académies TIC de Huawei. Faut-il en effet rappeler que l'ICT Competition est un événement international d'échange de talents TIC, conçu par Huawei pour les étudiants des universités et des collèges. Il s'agit d'un événement qui vise à promouvoir le développement d'un écosystème sain pour les talents TIC et à favoriser l'intégration entre l'industrie et l'éducation.

## Résultats encourageants

Un événement où à chaque édition, les jeunes talents malgaches des technologies de l'information et des télécommunications obtiennent des résultats encourageants. Raison pour laquelle d'ailleurs, Madagascar sera encore représenté à la 9ème édition de l'ICT Competition. Ce sera, une fois de plus, l'occasion de briller pour les participants malgaches qui découvriront les changements majeurs apportés par Huawei pour rendre le concours encore plus intéressant. À savoir, l'ajout de nouvelles pistes, notamment en programmation mobile et en innovation, la création d'un concours spécifique pour les instructeurs et enfin le renforcement des critères d'accès aux finales régionales et mondiales. Présent lors de cette cérémonie, haute en couleurs, avec la prestation d'artistes de renommée, Carl Wu, CEO de Huawei Madagascar, a réitéré l'engagement du géant chinois de la technologie numérique d'apporter sa pierre à l'édifice de la digitalisation à Madagascar.

# Alaotra Mangoro : Une usine produira 5 000 tonnes d'engrais organiques

NAVALONA R. | 20 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

**L'**accès aux intrants agricoles, notamment les semences de qualité et les engrais, constitue un des principaux soucis des paysans pour développer leurs activités agricoles.

Dans la région Alaotra Mangoro, l'entreprise FAMA, spécialisée dans le domaine de la production d'engrais organiques, travaille en étroite collaboration avec le ministère de tutelle pour faciliter l'accès des producteurs à ce principal intrant agricole. En effet, elle dispose d'une usine installée à Amparafaravola qui va produire 5 000 tonnes d'engrais minéraux et organiques à compter de la première année. Cet intrant agricole sera ensuite vulgarisé et mis en vente à prix abordable aux organisations paysannes de la région, a-t-on appris. Le but est d'améliorer le rendement de productivité, et par la suite, la sécurité alimentaire en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, tant prôné par l'Etat. Ces engrais minéraux et organiques ont déjà été exposés lors de la foire régionale intitulée « Fihavanana » qui s'est tenue dernièrement à Ambatondrazaka.

## Travaux d'urgence

Des paysans locaux ont déjà confirmé que l'utilisation des engrais organiques contribue non seulement à l'augmentation de leurs rendements mais aussi à la fertilisation de leurs sols. Des sites de démonstration s'imposent également pour mieux convaincre les autres exploitants agricoles. Il est à rappeler que la région Alaotra Mangoro fait partie des greniers à riz de Madagascar. De nombreux projets sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage y interviennent également en vue de soutenir la filière riz en général. A titre d'illustration, le projet PAPRiz, financé par le gouvernement japonais par le biais de la JICA, intervient dans le but de promouvoir les techniques de production plus performantes aux agriculteurs. Les

résultats ont été concluants étant donné que les rendements de productivité rizicoles moyens ont augmenté à Alaotra Mangoro. Ce qui a permis d'améliorer les conditions de vie des ménages bénéficiant de l'appui technique du projet. Les techniques PAPRiz deviennent, par la suite, une référence pour les autres projets sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. En outre, le projet Riz Plus, financé par la Banque Mondiale vise non seulement à améliorer la production rizicole mais aussi à réhabiliter les infrastructures d'irrigation dans les trois districts de la région Alaotra Mangoro. Des travaux d'urgence seront, entre autres, entamés par ce projet Riz Plus pour réhabiliter la digue détruite par le cyclone en 2020 alors qu'elle permet d'irriguer un périmètre de 1 000 ha dans la vallée Marianne et un autre périmètre d'une superficie de 2 600 ha au niveau du secteur PC15. Ce qui permettra de mieux préparer la prochaine campagne culturale, a-t-on indiqué.

### Redorer le blason

Outre la production et la vulgarisation à grande échelle d'engrais minéraux et organiques dans la région Alaotra Mangoro, la production de semences de qualité constitue également une priorité pour l'Etat dans cette région à forte potentialité en riz. Raison pour laquelle, une délégation conduite par le ministre de tutelle Ratohiarijaona Suzelin s'est rendue au Centre de Multiplication de Semences à Anosiboribory. Elle y a rencontré les deux fédérations des associations paysannes sur place en vue de discuter la relance des activités de ce centre. L'objectif consiste à redorer le blason du CMS Anosiboribory qui était réputé être un grand producteur de semences de qualité à Madagascar. Dans la même foulée, des jeunes locaux poursuivent des formations au sein du centre CAFPA à Ambohitsilaozana pour devenir des professionnels dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

## Migration professionnelle : Facilitation des procédures administratives

*NARINDRA RAKOTBE | 20 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA*

Le ministère du Travail, de l'emploi et de la fonction publique (MTEFoP) s'active pour la facilitation des procédures administratives et autres processus à suivre par les candidats au travail à l'étranger. C'est le cas pour le projet présidentiel d'envoi des travailleurs au Japon. Selon Razafimahefa, responsable auprès de la Direction de la migration professionnelle au sein du ministère, le délai fixé pour le traitement des dossiers de migration professionnelle qui transitent au niveau du ministère se fait en une journée. Tous les dossiers sont traités au moment de leur réception. Les dossiers des heureux sélectionnés de ce projet commencent à parvenir au niveau du ministère ces derniers jours. Cette direction auprès du MTEFoP veille à ce que les usagers puissent repartir le jour même du dépôt avec les dossiers traités en bonne et due forme. A rappeler qu'après l'aval du MTEFoP, qui constitue une étape obligatoire, les dossiers de migration professionnelle passent par le ministère de la Sécurité publique (MSP) pour le besoin de l'enquête de moralité à laquelle

tout candidat à la migration professionnelle est sujet. Après quoi, les candidats sont tenus de se présenter au ministère des Affaires étrangères, dossiers complets visés par le MTEFoP et le MSP à l'appui, pour s'enregistrer dans la liste de la diaspora dans leurs pays d'accueil respectifs.



## Commerce extérieur - Exportation record de vanille

*ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 21 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR*

**C**ontre toute attente, un record d'exportation a été atteint pour la vanille lors de la campagne 2023-2024. La Grande Île a exporté 4 400 tonnes de vanille.

Du jamais vu. Malgré les difficultés auxquelles la filière vanille a été confrontée, Madagascar a exporté 4 400 tonnes de vanille lors de la campagne 2023-2024, un chiffre record jamais réalisé. Le pays reste ainsi l'un des premiers exportateurs mondiaux de vanille, principalement vers les États-Unis (36% en 2022) et la France (26% en 2022). Selon les données du Trade Map de l'Organisation Mondiale du Commerce, relayées par la

Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo, les exportations de vanille malgache tournaient en moyenne autour de 2 000 tonnes par campagne au cours des sept dernières années. La vanille malgache s'impose donc avec un succès notable cette année, et tous les indicateurs montrent que le prix de la vanille devrait continuer à augmenter dans les années à venir, renforçant ainsi la stabilité et la rentabilité de la filière.

Après des années de crise, le secteur a entamé une réorganisation, soutenue par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce. Le marché de la vanille, secoué pendant un temps par des manipulations et des tensions ayant contribué à la chute des cours, a amorcé une reprise. Lors de la campagne précédente, les exportations de vanille étaient en baisse, avec une réduction de 43,2% des volumes exportés. Le ministère de l'Industrialisation et du Commerce a travaillé sans relâche pour remettre la filière sur les rails. Ce rebond des exportations peut aussi s'expliquer par le fait que, pour cette campagne, les coopératives ont été autorisées à exporter leurs produits directement. Les producteurs regroupés en coopératives n'ont ainsi plus besoin de passer par des intermédiaires, ce qui constitue une véritable révolution dans le secteur. Le ministre Edgard Razafindravahy a tenu à préserver et à soutenir les petits producteurs, leur permettant de bénéficier directement des retombées de leurs activités, sans être pénalisés par des prix désavantageux imposés par des intermédiaires. Ce succès se reflète également dans d'autres secteurs, comme celui du girofle, qui a atteint des records d'exportation depuis 2022, ou encore celui du cacao, dont les prix sont actuellement très élevés. Ces réussites sont le fruit de réformes profondes dans le secteur.

### Force aux planteurs

Le succès de la filière repose aussi sur une bonne gouvernance, dont le Conseil national de la vanille (CNV) est un exemple remarquable. Cet organisme dispose désormais d'une trésorerie considérable. Grâce à la mise en place d'une contribution de 4 dollars par kilogramme de vanille exportée, initiée par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, le CNV dispose aujourd'hui de plus de 104 milliards d'ariary. Jamais une telle somme n'avait été collectée par cette organisation, témoignant de l'efficacité du partenariat public-privé qui se reflète à travers le CNV, un modèle de bonne gouvernance dans le secteur. Toutes les contributions sont rigoureusement tracées, dans une transparence totale. Le budget du CNV sera largement orienté vers les planteurs, notamment pour soutenir le poinçonnage, la traçabilité, l'amélioration de la qualité, et le bien-être des producteurs. L'État a également accordé des agréments à de nouvelles demandes. Tous les exportateurs de vanille se réjouissent de contribuer au CNV, ces fonds essentiels servant à améliorer l'ensemble de la filière, de la traçabilité à la qualité, en passant par la

création d'une caisse de stabilité pour protéger les planteurs. Le CNV est devenu un véritable modèle prouvant que la collaboration entre l'État et les acteurs privés peut conduire à des résultats exceptionnels. Il incarne également un modèle d'autonomie financière, car le pays n'a plus besoin de recourir à des financements extérieurs pour faire fonctionner le secteur.



### L'union fait la force

Pour garantir la pérennité de la filière vanille, les pays producteurs et exportateurs de cet arôme se regroupent. Grâce à l'initiative du ministre Edgard Razafindravahy, les pays producteurs de vanille ont convenu de créer une organisation commune. L'objectif de cette plateforme est de défendre le prix de la vanille. Cette structure internationale permettra aux pays de faire bloc pour défendre leurs intérêts. « Madagascar, avec son histoire et sa contribution significative à la production mondiale de vanille, ressent le devoir de prendre l'initiative », a souligné le ministre Edgard Razafindravahy à Abu Dhabi en mars dernier, en marge de la 13e réunion ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette initiative sans précédent vise à protéger les pays producteurs contre les pressions et les ingérences étrangères dans le marché de la vanille. « La future organisation permettra de répondre aux enjeux liés à la stabilité des prix, au développement durable de la filière, au renforcement de la chaîne de valeur, à la recherche de nouveaux marchés, et à la promotion de la vanille naturelle auprès des consommateurs du monde entier », avait alors déclaré Edgard Razafindravahy lors de ce sommet. Cette initiative a également reçu le soutien de la secrétaire générale de l'ONU Commerce et Développement, Rebeca Grynspan, lors d'une rencontre avec le ministre à Genève en juin.

## Importation - Des mesures d'envergure pour la protection des producteurs

VALISOA ANDRIANIRINA | 21 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Plainte. Une valeur additionnelle sera appliquée aux produits importés en excès. Tel est la mesure prise par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce face aux plaintes déposées par les membres de la branche nationale des producteurs. Au cours de ces derniers mois, les requêtes déposées au sein de l'Autorité nationale chargée des mesures correctives commerciales, une entité du

MIC, s'enchaînent. Face à ce fléau, Isidore Razanakoto, directeur général du commerce, a éclairci cette situation hier, lors d'un entretien téléphonique.

« Madagascar ne peut pas éviter l'importation. La seule option est de réduire cette importation par l'application d'un droit additionnel », a déclaré le directeur général du commerce. Dernièrement, des producteurs d'huiles, de

lait concentré, de pâtes alimentaires, de gaines et sacs tissés en polypropylène ont déposé des requêtes, comme indiqué sur le site de l'ANMCC. Pour le cas de l'importation d'huile, une hausse de 42 points d'indice a été marquée en 2023, selon les requêtes de la BNP. Quant aux importations de gaines et sacs tissés en polypropylène, elles ont connu une hausse de 11 points d'indice au cours des onze premiers mois de l'année 2023.

Désormais, « Madagascar ne peut pas échapper à l'importation tant qu'il restera membre de l'Organisation Mondiale du Commerce », selon le responsable du ministère. D'après ses explications, les pays membres de cet organisme sont libres d'importer et d'exporter leurs produits respectifs. Pourtant, chaque pays peut mettre en place des mesures de prévention pour protéger ses industries locales, a-t-il poursuivi.

## Madagascar – Banque Mondiale : Une performance satisfaisante pour le portefeuille de projets

R.EDMOND | 21 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

**L**es relations entre Madagascar et la Banque Mondiale sont au beau fixe. Et les résultats obtenus jouent réellement en faveur du développement économique.

La première revue de la performance du portefeuille des projets financés par la Banque Mondiale pour l'année fiscale 2024 est en tout cas satisfaisante.



### Au-dessus de la moyenne

Une performance qui se traduit notamment par un taux de décaissement croissant, passant de 14% en 2023 à 22,64% actuellement. Il s'agit d'un taux de décaissement qui est au-dessus de la moyenne de la sous-région a-t-on précisé durant cette revue qui s'est déroulée en fin juillet dans les locaux de la représentation résidente de la Banque Mondiale à Anosy. « Cette bonne performance résulte des réformes initiées par les autorités dans la gestion financière et comptable des projets » a-t-on indiqué. Des réformes ont qui ont notamment permis une absorption maximale des fonds par les ministères afin de délivrer le maximum de résultats. Les réformes ont également permis de situer les responsabilités pour une performance collective des acteurs dans la mise en œuvre des projets. En somme « cette performance du portefeuille des projets contribue efficacement à l'atteinte des objectifs de la politique générale de l'Etat.

### 4,1 milliards de dollars

Notons qu'en mars 2024 Madagascar a totalisé un cumul de portefeuille de 4,1 milliards de dollars. Des fonds destinés financement de 26 projets nationaux et quatre opérations régionales et dont une grande partie est réservée aux infrastructures qui ont totalisé 1,390 milliard de dollars (34%) ? par ailleurs, 29%, soit 1,215 milliard de dollars sont alloués pour le développement durable. Le développement humain bénéficie de 1,092 milliard de dollars et 435 millions de dollars seront destinés pour la croissance, les finances et les institutions équitables. L'institution de Bretton Woods fournit également des services d'analyse et de conseil pour soutenir la prise de décisions fondées sur des données probantes et la mise en œuvre plus rigoureuse du développement. Durant cette revue de performance, la ministre de l'Economie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarinarison a fait état de la volonté de Madagascar de continuer à performer pour que la population puisse bénéficier des impacts positifs de ces projets. « Les perspectives sont nombreuses et plusieurs défis restent encore à relever » a-t-elle indiqué, en ajoutant que le plus important est que nous puissions atteindre les objectifs communs de délivrer auprès des populations bénéficiaires leurs besoins en eau, électricité, nutrition, santé, scolarisation, infrastructures de qualité...».

### Nouveau CPF

Mais le meilleur est encore à venir puisque Madagascar et la Banque Mondiale poursuivent les relations cadre de partenariat pays (CPF) pour la période 2023 – 2027. Un programme quinquennal qui s'articule autour de plusieurs axes stratégiques dont notamment l'amélioration des opportunités d'emploi, la croissance plus inclusive ou encore la création d'une résilience aux chocs. Ce CPF se distingue également par l'élargissement des programmes et des financements dans les domaines prioritaires comme la nutrition, la protection sociale, et la série des pôles de croissance. L'énergie et les télécommunications sont également des secteurs de concentration des appuis de la Banque Mondiale.

# Persistance de l'inflation : l'Indice des prix à la consommation en hausse

ARH. | 21 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Une certaine résilience de l'économie mondiale, soutenue par l'expansion du commerce international, a été constatée au deuxième trimestre 2024. Et ce contexte a été plutôt favorable aux pays développés qui ont enregistré une croissance solide, portée à la fois par la consommation et l'investissement, selon la Banky foiben'i Madagasikara (BFM), dans sa dernière note de conjoncture économique publiée le 6 août. Par contre, dans les pays en développement comme Madagascar, les croissances restent disparates et l'inflation continue de grimper, malgré l'appréciation de l'ariary.

L'inflation persiste et se maintient à un niveau élevé à Madagascar. Selon la dernière Note de conjoncture économique publiée par la BFM, les prix à la consommation ont augmenté de 7,2% entre juin 2023 et juin 2024. Même légèrement en baisse par rapport à mars (7,4%) et avril/mai (7,3%), « ce taux reste élevé et montre une stabilité persistante depuis le début de l'année n'ayant connu que de très faibles variations depuis le début de l'année ».

Parmi les principales composantes du panier de consommation des ménages, les plus touchées par l'inflation, le prix du riz a augmenté de 5,0% et a contribué à 13,1% de la variation d'ensemble. D'après les analyses de la BFM, « les prix du riz n'ont pas enregistré les baisses saisonnières attendues pendant la période de récolte de cette année ». Alors que durant la période prépandémique, les prix du riz connaissaient une baisse notable à chaque période de récolte

L'énergie n'a pas non plus échappé à l'inflation dont le prix a connu une hausse significative de 8,0% sur la même période. Cependant, les prix des carburants sont restés inchangés

depuis juillet 2022, en dépit de la flambée des coûts énergétiques mondiaux.

Et la BFM rapporte que « l'embrasement des tensions au Moyen-Orient a commencé à peser sur les prix de l'énergie, avec les produits pétroliers qui sont repartis à la hausse. Il en a été de même pour le prix du riz ».

## Appréciation de l'ariary

Un fait notable. L'Ariary s'est apprécié au cours du premier semestre 2024, mais cela n'a pas réussi à juguler l'inflation galopante. « De fin décembre 2023 à fin juin 2024, l'Ariary s'est apprécié de 2,4% par rapport au Dollar US et de 4,3% par rapport à l'Euro. Le cours de change du Dollar est ainsi passé de 4.572,8 ariary à 4.465,2 ariary, tandis que celui de l'Euro a fini le premier semestre à 4.772,6 ariary, contre 4.986,6 ariary à fin 2023 », note la BFM.

Certes la monnaie nationale a gagné quelques points de pourcentage face au dollar et à l'euro, les prix des produits importés ont continué de grimper, avec une augmentation de 3,8% depuis le début de l'année et de 5,2% sur une base annuelle en juin 2024.

En excluant les prix du riz et de l'énergie, l'inflation sous-jacente s'est établie à 7,7%. Concernant les prévisions des prix, « les anticipations des entreprises et des banques restent relativement élevées jusqu'à la fin de l'année 2024 ». Leur avis importe particulièrement sur la formation des prix sur le marché. Les prévisions de BFM tablent sur un glissement annuel d'inflation de fin de période de 8,0% pour l'ensemble du panier de biens et de 7,8% pour l'inflation sous-jacente.

# Coopération - Les entreprises japonaises à la recherche de partenariats

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 22 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**Les entreprises japonaises envisagent d'élargir leurs activités sur le continent africain. Le TICAD 9 offrira une plateforme idéale pour favoriser les échanges entre les gouvernements et les entreprises africains, et leurs homologues japonais.**

L'AFRIQUE offre des opportunités d'affaires considérables. Les entreprises japonaises prévoient de renforcer leurs partenariats avec le secteur privé et les entreprises africaines. La prochaine Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD 9), qui se tiendra à Yokohama en août 2025 sera une opportunité majeure pour faciliter les échanges entre les pouvoirs publics et les entreprises africaines et leurs homologues japonais.

Mardi, lors d'une conférence de presse en ligne organisée par le ministère des Affaires étrangères japonais, les journalistes ont aussi voulu savoir l'intérêt que la coopération entre les secteurs privés japonais et africains pourrait induire pour les pays africains, notamment la Grande Île. « Les sociétés japonaises se sont de plus en plus familiarisées avec les entreprises africaines. Le gouvernement japonais fait des efforts pour inciter le secteur privé du Japon à investir. Des partenariats ont été noués avec beaucoup de groupements du secteur privé de plusieurs pays depuis quelques années.

Des mémorandums d'entente ont aussi été signés avec les gouvernements », explique un responsable du ministère des Affaires étrangères japonais.



Lors de ce sommet, les start-ups seront aux premières loges pour discuter business et réseautage. Plus d'une vingtaine de start-ups seront présentes à cet événement, dont presque la moitié sont issues de pays africains.

## Importance

La Grande Île figure parmi les partenaires économiques importants du Japon en Afrique. Le projet Ambatovy, mené par la Société Minière de Madagascar, dont une entreprise japonaise est le principal actionnaire, figure parmi les plus grands projets d'investissement de société japonaise en Afrique.

Yoko Kamikawa, ministre des Affaires étrangères du Japon, de passage dans la Grande île lors de sa tournée en Afrique,

avait justement souligné l'importance de cet investissement dans les relations économiques entre les deux pays. « Je suis pleinement consciente que Madagascar, riche en ressources minérales, s'efforce d'utiliser efficacement ces ressources. Cela signifie que Madagascar représente également un partenaire important du Japon en termes de sécurité économique [...] Ce projet est non seulement important pour le Japon, mais il contribue à l'économie malgache avec la création d'environ neuf mille emplois », avait confié à L'Express la cheffe de la diplomatie japonaise en avril.

## Environnement des affaires - Rencontres régulières entre le FMI et le GEM

VALISOA ANDRIANIRINA | 22 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Coopération. Des réunions programmées sont prévues entre les acteurs du secteur privé, notamment du Groupement des Entreprises de Madagascar, et le Fonds Monétaire International. Ces réunions s'inscrivent dans le cadre des négociations concernant la Facilité élargie de crédit (FEC) et le Fonds de résilience et de durabilité (FRD).



C'est ce qui a été évoqué lors d'une rencontre entre Francis Rabarijohn, président du Groupement des entreprises de

Madagascar (GEM), et Kodjovi Mawulikplimi Eklou, représentant résident du FMI à Madagascar. Une initiative qui a été prise afin d'entretenir un dialogue approfondi et une concertation sur les affaires économiques à Madagascar, selon le chef du groupement des entreprises. Ces rencontres seront cruciales pour discuter des affaires socio-économiques du pays.

Lors de cette visite, des sujets concernant l'essence de la production locale ont été évoqués, étant donné que toutes les mesures prises dans le cadre de ces négociations impacteront directement ou indirectement le secteur privé. Parmi les recommandations du FMI figurent des sujets concernant la Jirama, les impôts, mais aussi les prix du carburant. Le président du GEM a souligné « la nécessité d'impliquer le secteur privé dans les échanges techniques entre l'État malgache et le FMI en rapport avec le programme de la FEC et du FRD ».

Le secteur privé joue un rôle crucial dans les négociations avec le FMI et le gouvernement malgache. Il constitue l'enjeu principal de ces discussions.

## Dynamisation du secteur privé : Un partenariat stratégique entre le PNUD et le MIC

ANTSIA R. | 22 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le PNUD renforce son soutien au ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) dans ses efforts pour dynamiser le secteur privé malgache et accroître la compétitivité du pays sur la scène régionale et internationale.

Ce partenariat, qui vise à promouvoir une « industrie et un commerce florissants », s'inscrit dans une démarche de renforcement des capacités des services publics du MIC. L'objectif est d'améliorer la qualité de la gestion et des prestations offertes par les différentes directions du ministère, afin de créer un environnement propice aux investissements. Lors d'un atelier de travail organisé mardi dernier à Ambohidahy, les représentants du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont réaffirmé leur engagement aux côtés du MIC. Cet atelier, qui a réuni divers responsables du ministère, a permis d'explorer les moyens d'intégrer ces efforts dans un programme aligné sur la Politique Générale de l'État. Ce programme, en cours d'élaboration, sera conçu en concertation avec le secteur

privé et les autres institutions étatiques, et se décline jusque dans les régions.

### Renforcement de capacité

L'une des priorités identifiées est la formation de professionnels compétents et la mise à disposition d'outils adaptés aux besoins des entrepreneurs. Ces initiatives visent à renforcer la compétitivité des entreprises malgaches, en leur permettant de mieux se positionner sur les marchés régionaux, tout en contribuant de manière significative à l'amélioration de l'économie nationale. D'après ses initiateurs, le partenariat entre le PNUD et le MIC se veut ainsi un levier crucial pour le développement économique durable de Madagascar.

## Gem – Jetro : Evaluer le climat des affaires à Madagascar

ARH. | 22 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

La Japan external trade organization (Jetro), organisation gouvernementale japonaise dédiée à la promotion du commerce et des investissements japonais en Afrique et dans l'océan Indien, a récemment effectué une visite à Madagascar. Une délégation composée de son directeur exécutif, Matoba Shintaro, du directeur Chinami Horiuchi et du deuxième secrétaire de l'Ambassade du Japon à Madagascar, Kawaguchi Kenji, a été reçue par le président du Groupement des entreprises de Madagascar (Gem), Francis Rabarijohn.

« L'objectif principal de cette rencontre était d'évaluer le climat des affaires à Madagascar », informe-t-on au niveau du Gem. Soit une démarche cherchant à identifier les opportunités d'investissement. Francis Rabarijohn a présenté à cette occasion trois secteurs clés pour les investissements à Madagascar : « les mines, le tourisme et l'agro-industrie ». Il a sollicité des

collaborations avec des partenaires locaux, soulignant leur connaissance approfondie du contexte malgache, garantissant la réussite des projets d'investissement.

Malgré le potentiel évident, le président du Gem a évoqué les défis à surmonter pour encourager les investissements. Il a notamment mis l'accent sur la nécessité « de développer les infrastructures, d'améliorer l'accès à l'énergie, et de renforcer le système juridique pour sécuriser les investissements, y compris la sécurisation foncière ».

La Jetro a exprimé un vif intérêt pour approfondir les relations commerciales entre Madagascar et le Japon. Une présentation en visioconférence sera organisée lors des prochaines réunions du Gem. Par ailleurs, une conférence en Côte d'Ivoire, prévue en décembre, offrira une opportunité supplémentaire aux entreprises malgaches de s'engager dans de nouvelles collaborations.

## Fonds de développement agricole : encourager les pratiques agroécologiques

ARH. | 22 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Le Fonds de développement agricole (FDA) intervient dans la promotion de l'agriculture durable à Madagascar. La pratique de l'agroécologie et la valorisation des femmes rurales sont au cœur des initiatives de soutien agricole. Cette année, le FDA a renforcé son engagement en finançant des organisations de producteurs, dont l'association Tantsaha Miara Mandroso (TMM). Composée de 28 membres, dont 20 femmes, TMM se distingue par son adoption de pratiques agroécologiques, un modèle respectueux de l'environnement.

Le soutien du FDA, dans le cadre du projet Fandroso cofinancé par l'Union européenne au titre du programme Rindra, a permis à ces producteurs de cultiver le cuma, un produit phare dans leur activité. Le financement accordé aux agriculteurs individuels peut atteindre jusqu'à 3 millions d'ariary, tandis que les organisations, comme TMM, peuvent bénéficier d'une aide allant jusqu'à 60 millions d'ariary. L'objectif de la FDA est double : accroître les revenus agricoles et dynamiser l'économie locale.

La chargée de Communication du FDA, Liankanto Ranaivoson, a expliqué que « les agriculteurs souhaitant profiter de ce soutien doivent s'engager activement dans les projets soutenus ». La FDA, avec ses 23 bureaux à travers l'île, offre aussi un accompagnement dans la recherche de circuits de commercialisation,

bien qu'elle agisse principalement comme intermédiaire entre les producteurs et les acheteurs.



Depuis sa création, la FDA a financé 32.520 projets pour un montant total de 54 milliards d'ariary, touchant 256.992 agriculteurs. En plus du soutien financier, la FDA a investi dans la construction d'infrastructures, la fourniture d'équipements et la formation des producteurs. L'Union européenne soutient la mise en œuvre de ces initiatives à travers divers programmes, notamment Fandroso, Défis, et Purpa.

## Foires et salons : Forello Expo cède ses événements 4 étoiles à Madavision

ARH. | 22 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Après deux ans de succès incontestable, Forello Expo, la branche événementielle du Groupe Hazovato, dirigé par Gérard Monloup, se prépare à tourner une page importante de son histoire. A partir de la fin de l'année, l'organisation de ses prestigieux événements sera confiée à Madavision, sous la direction de Harilala Ramanantsoa.

Forello Expo, celui qui a repris les salons et foires initiés par l'agence Première Ligne, s'est imposé en un temps record comme une référence dans l'organisation de salons professionnels dans la Grande île, voire dans l'océan Indien. Dès 2025, Madavision prendra officiellement le relais en devenant le propriétaire des marques et

l'organisateur de quatre salons majeurs : le Salon international des transports, de la logistique et de la manutention (SITLM), la Foire internationale de Madagascar (FIM), la Foire internationale de l'agriculture (FIA) et le Salon international de l'habitat (SIH).

Cependant, Forello Expo orchestrera encore les éditions 2024 de la FIA, prévue du 12 au 15 septembre, et du SIH, qui se tiendra du 24 au 27 octobre, au Parc des Expos de Forello. « Nous avons déjà atteint la capacité maximale pour ces deux événements », a annoncé la directrice de Forello Expo, Laëlia Monloup, hier lors de l'officialisation de cet accord à Ankorondrano. Durant ces derniers événements, Madavision interviendra en tant qu'observateur afin de se préparer à la transition.

Gérard Monloup, président de Hazovato Forello, a expliqué cette décision stratégique par la volonté du groupe de se recentrer sur son savoir-faire historique : la promotion immobilière et la valorisation du bois et de la pierre. « Nous souhaitons désormais concentrer nos efforts sur notre cœur de métier », a-t-il déclaré.

Véritable plateforme d'échanges

Depuis sa création, Forello Expo a su dynamiser le secteur privé malgache en offrant des opportunités inégalées aux exposants, qu'ils soient petites, moyennes ou

grandes entreprises. Grâce à son engagement, l'entreprise a également permis une plus grande visibilité pour ses partenaires, tout en créant une véritable plateforme d'échanges à travers de nombreux événements et conférences.

De son côté, Harilala Ramanantsoa, directrice générale de Madavision, se dit honorée de la confiance accordée par Forello Expo. « Ces deux années passées aux côtés de Forello Expo m'ont énormément apporté. Je suis prête à relever ce nouveau défi et à maintenir le dynamisme qui a fait la renommée de ces salons », a-t-elle déclaré. Elle a également assuré que tous les moyens seront mis en œuvre pour garantir une transition en douceur et prometteuse pour les exposants et partenaires dès l'année prochaine.

Avec l'expérience acquise et le soutien de Forello Expo, Harilala Ramanantsoa est déterminée à hisser ces salons encore plus haut, consolidant ainsi leur place parmi les événements professionnels les plus prestigieux de Madagascar. Les dirigeants de Forello Expo ont exprimé leur confiance en Madavision, tout en leur souhaitant le meilleur pour l'avenir de ces salons emblématiques.

## Réseau mobile - Disparité du taux de couverture de la 4G

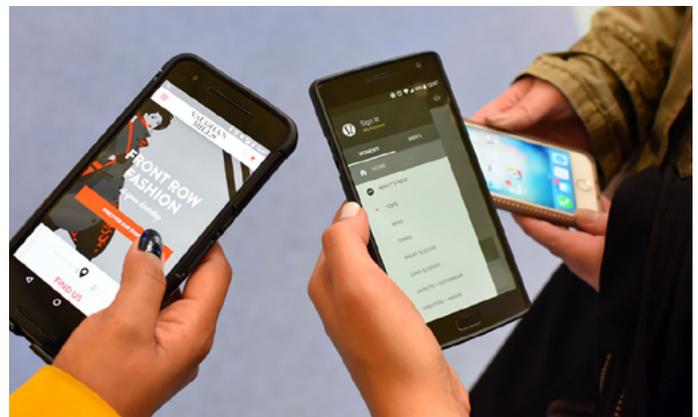
ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 23 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La couverture du réseau 4G à Madagascar reste encore fort disparate. Selon les données publiées par l'Autorité de régulation des télécommunications (Artec), le pays est couvert à 79% par ce réseau. Bien que le déploiement de la 4G se soit amélioré depuis les cinq dernières années, on dénote encore de fortes disparités entre les régions qui en sont couvertes. « Les zones les mieux couvertes sont le Centre et la partie Nord de l'île, notamment les régions Analamanga, Itasy, Diana et Boeny avec des taux de couverture dépassant les 90% », indique l'Artec.

Ce sont les régions du Sud et du Sud-ouest qui sont les moins bien desservies avec un taux de couverture assez faible (moins de 65%) et c'est la région Androy qui présente le taux de couverture le plus faible de l'île, avec seulement 35% de couverture 4G. Sur le plan technique, la connexion 4G offre une vitesse minimale de 100 Mbp/s pour surfer sur Internet via un téléphone portable.

En 2015, près de cinquante villes malgaches ont été couvertes par le réseau 4G. Le déploiement était pourtant resté faible pendant quelques années, avant que d'autres opérateurs ne se lancent dans cette campagne. Dans

les années 2017-2018, tous les opérateurs se sont mis à la 4G et ont commencé à déployer leurs réseaux dans



diverses parties du pays, notamment dans le Sud de l'île. Le réseau était alors opérationnel et ciblait particulièrement les foyers urbains, qui abritaient entre autres des entreprises et petites industries.

## Convention de Nairobi - La protection des biodiversités marines mise en avant

MIANGALY RALITERA | 23 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Gestion durable. La onzième Conférence des parties à la Convention de Nairobi (COP11), qui s'est déroulée les 20, 21 et 22 août au CCI Ivato, s'est conclue avec des

décisions mettant en avant la préservation, la gestion et le développement de l'environnement côtier et marin de l'océan Indien occidental.

Lors de la réunion de haut niveau des ministres des pays parties, qui s'est tenue hier, les décisions discutées lors des sessions précédentes ont été délibérées et adoptées.



Le but est d'améliorer la gouvernance des océans dans notre région et de renforcer la collaboration régionale pour une Économie Bleue Durable, face aux défis communs au niveau mondial, tels que la perte de biodiversité marine,

la pollution des océans et le changement climatique. « La protection des biodiversités marines en dehors d'un pays, la planification spatiale marine et l'économie bleue, ainsi que des sujets sur le changement climatique, ont été convenus à cette occasion. De nombreux projets, à mettre en œuvre entre 2025 et 2028, ont été validés », a indiqué Jacques Soaniny, point focal national de la Convention de Nairobi à Madagascar.

Des ministres de l'Afrique du Sud, des Comores, du Kenya, de France (à travers La Réunion), de Madagascar, de Maurice, du Mozambique, des Seychelles, de Somalie et de Tanzanie ont été présents à la réunion de haut niveau des ministres, le point culminant de cet événement, présidé par Max Fontaine, ministre de l'Environnement et du Développement Durable. Les représentants de ces pays ont travaillé ensemble pour promouvoir « La Collaboration régionale pour une Économie Bleue Durable : amélioration de la gouvernance dans l'ouest de l'océan Indien ».

## Ministère de l'Économie et des Finances : Plusieurs chantiers importants en vue

*R. EDMOND. | 23 AOÛT 2024 | MIDI-MADAGASIKARA*

Le ministre de l'Économie et des Finances Rindra Hasimbelo Rabarininarison garde son poste à Antananarivo. Une reconduction qui va lui permettre de poursuivre un certain nombre de chantiers vitaux pour l'avenir économique du pays.

Plus particulièrement dans les relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds qui figurent d'ailleurs parmi les attributions du MEF en charge notamment de la gestion et du suivi-évaluation des aides extérieures et de l'harmonisation de la coopération avec les bailleurs de fonds.

### Première revue

Sur ce point justement l'une des plus importantes échéances au niveau de ce département-clé de l'économie est probablement la première revue du programme au titre de la Facilité Elargie de Crédit, prévue du 30 septembre au 11 octobre prochain. La continuité est en tout cas de mise dans ce dossier puisque, pas plus tard qu'au mois de juillet dernier, Eklou Kodjovi, le nouveau représentant résident du FMI a rencontré la ministre Rindra Hasimbelo Rabarininarison pour parler de la préparation de cette première revue. Comme Eklou Kodjovi a déjà participé aux missions de négociations des nouveaux programmes FEC et Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), les travaux préparatifs sont facilités pour cette première revue en vue d'un conseil d'administration prévu au mois de décembre prochain. Cette première revue est en tout cas d'une importance particulière puisque, outre le déblocage d'une deuxième tranche de la FEC, c'est de son issue que dépendra l'avenir des relations de Madagascar avec les autres bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux. Faut-il en effet rappeler que la réussite d'un programme avec le FMI fait office de robinet qui ouvre le financement des autres partenaires techniques et financiers. Par ailleurs, la consultation au titre de l'article IV du statut du FMI se fera sur cette même période. Et ce, avec des thèmes de grande actualité comme l'électricité à Madagascar, le riz,

le rôle de l'éducation dans la croissance économique, l'impact des chocs climatiques dans le budget de l'Etat et l'économie en général. Par ailleurs, suite au choix de Madagascar en tant que pays pilote dans le cadre du nouveau système de collaboration entre le FMI et la Banque mondiale, une table ronde sur le climat sera organisée prochainement à Madagascar.



### Africa 50

Toujours dans le domaine des relations avec les bailleurs, Madagascar aura également l'honneur d'accueillir le 19 septembre prochain l'assemblée générale des actionnaires d'Africa 50. Cet événement réunira les représentants des 31 pays africains membres de l'Africa 50, la plateforme panafricaine spécialisée dans les investissements dans le domaine des infrastructures. Une belle occasion pour Madagascar d'exposer son potentiel économique et son environnement propice aux investissements ainsi que de renforcer son attractivité économique. Le département de l'Économie et des Finances, en collaboration avec d'autres ministères et la Présidence de la République, est actuellement en pleine préparation de cette importante échéance.

## Ambararata – Manja : 360 ha irrigués grâce à trois points de forage

ARH. | 23 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Le manque d'eau causé par des précipitations insuffisantes pénalise les agriculteurs de Manja qui font face à une baisse des rendements dans la production rizicole. Situé à 190 km au Sud de Morondava (Menabe), le district de Manja est le plus productif de la région. Avec une population d'environ 10.000 habitants, dont 90% dépendent de l'agriculture, cette localité est réputée pour ses cultures variées, allant du riz aux pois de cap, en passant par les haricots, les arachides et les patates douces.

Pour pallier ce problème, le projet d'Appui au développement du Menabe et du Melaky (AD2M), sous l'égide du ministère de l'Agriculture et de l'élevage (Minae) et financé par le Fonds international de développement agricole (Fida), a installé trois grands points de forages d'eau fonctionnant avec des pompes solaires dans la commune d'Ambararata-Manja.

« Ces infrastructures permettent d'irriguer une plaine agricole de 360 hectares, dont 80 hectares sont déjà exploités grâce

à cette nouvelle source d'eau. Chaque forage a la capacité de produire entre 5 et 8 m<sup>3</sup> d'eau par heure, assurant ainsi une irrigation continue pour les cultures », comme l'explique le Minae.

Depuis leur installation en avril, ces forages ont changé le mode de vie des agriculteurs locaux. « Non seulement les rendements ont augmenté, mais le niveau de vie des ménages bénéficiaires s'est également amélioré », assure le Minae. Cette avancée profite non seulement aux agriculteurs, mais contribue également au développement global du village.

Pour garantir la durabilité de ces infrastructures, une coordination entre les 185 membres de l'association des usagers de l'eau et le Minae a été établie. Ensemble, ils s'engagent à entretenir ces équipements, assurant ainsi une production accrue pour les années à venir.

## Huiles essentielles : Madagascar ne fournit que 1,3% des besoins mondiaux

ARH. | 23 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar, île réputée pour sa biodiversité exceptionnelle, produit aussi plus de 30 types d'huiles essentielles de haute qualité. Pourtant, durant ces trois dernières années, le pays n'a contribué qu'à hauteur de 1,3% de la demande globale, selon les données fournies par la Banque mondiale.



Les huiles essentielles sont convoitées par des géants du luxe comme Gucci et Chanel, ainsi que par les secteurs pharmaceutiques et alimentaires. Cependant, malgré leur potentiel, « les huiles essentielles malgaches n'occupent qu'une place marginale sur le marché mondial, alors qu'elles représentent l'une des principales exportations agricoles du pays, soutenant plus d'un demi-million de familles », selon la Banque mondiale.

Dans une étude réalisée cette année, cette institution a révélé que l'une des principales difficultés rencontrées par les entreprises, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), réside dans la complexité du cadre réglementaire malgache.

« Plus de 20% des PME considèrent que l'obtention de licences et de permis est un obstacle majeur, bien au-dessus de la moyenne régionale », indique-t-elle, particulièrement dans l'agro-industrie.

Face à ces défis, la Banque mondiale, en partenariat avec le gouvernement malgache et le Groupement des exportateurs d'huiles essentielles (Gehem), a entrepris un travail de fond pour identifier et surmonter les obstacles du secteur, dans le cadre du Programme ACP Business Friendly, financé par l'Union européenne (UE) et l'Organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OACPS).

Un portail pour structurer le marché

L'analyse a révélé que « la refonte du régime réglementaire des huiles essentielles pourrait avoir un impact significatif sur l'économie malgache ».

En effet, les producteurs déplorent un manque de transparence et de cohérence dans les réglementations, qui affectent leur productivité. Des entreprises comme Bionnex et Homeopharma passent un tiers de leur temps à se conformer aux réglementations, freinant ainsi leur développement.

Pour répondre à ces préoccupations, un portail d'information intitulé « Huiles essentielles de A à Z » a été lancé en mai. Il offre une vue d'ensemble claire et détaillée du cadre réglementaire pour les entreprises du secteur. Il vise à faciliter l'accès aux informations, à améliorer la transparence, et à encourager l'investissement étranger. Outre ses bénéfices pour les entreprises, ce portail permet également au gouvernement de mieux structurer, en harmonisant les procédures d'octroi de licences.

Pour les promoteurs du secteur des huiles essentielles, cette initiative pourrait servir de modèle pour d'autres pays souhaitant entreprendre des réformes similaires, en favorisant la croissance de leurs industries agro-industrielles sur les marchés mondiaux.

## Employabilité des jeunes : ouverture d'un QG à Anosizato

ARH. | 23 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Un espace conçu pour offrir des conseils en matière de formation et d'emploi, dénommé « QG Tanora », vient d'ouvrir ses portes à Anosizato avant-hier. C'est le fruit d'une collaboration entre l'Observatoire de la jeunesse et Pro Agro Youth de l'Organisation internationale du travail (OIT). Cela avec l'appui financier du Fonds international de développement agricole (Fida), du ministère allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) ainsi que de la Fondation Visa.

« Cette initiative vise à accompagner les jeunes d'Antananarivo et des zones rurales environnantes dans la recherche d'emplois décents et à renforcer leurs

compétences professionnelles », a fait savoir la chargée de programme à l'OIT, Sylviane Vololoniaina, dans son discours à l'inauguration du QG.

Lancée en 2022, Pro Agro Youth est un programme dont l'objectif est de créer des emplois pour les jeunes. Non seulement à travers des formations, mais également en aidant ces jeunes à développer des compétences techniques et entrepreneuriales. Concrètement, ce programme consiste à s'engager dans la production agricole et dans les activités qui l'entourent, notamment la transformation des produits et le développement des chaînes de valeur.

